



À L'ÉCOUTE DE VOTRE ÉCONOMIE LOCALE

DEUXIÈME PARTIE

Ressources complémentaires pour les professionnels

CHAPITRE 6 Détermination des données nécessaires

- Liste détaillée d'indicateurs économiques.
- Guide de référence des indicateurs économiques.

CHAPITRE 7 Collecte des données

 Mode d'emploi des outils de collecte des données et ressources complémentaires.

CHAPITRE 8 Analyse des données

- Mode d'emploi des outils d'analyse des données fréquemment utilisés et ressources complémentaires.
- Introduction à des outils d'analyse des données moins fréquemment utilisés.

CHAPITRE 9 Évaluation de la compétitivité

- Mode d'emploi des outils d'analyse des données les plus utilisés et ressources complémentaires.
- Revue des méthodes d'analyse stratégique moins fréquemment utilisées.



Ouvrier sur un champ pétrolier en Ukraine

Ce chapitre
s'organise
autour des quatre
catégories principales d'indicateurs de
DEL suivantes :

- Structure économique.
 Des indicateurs centrés sur la taille et la structure sectorielle de l'économie de la ville et de ses communautés périphériques.
- Atouts locaux. Des indicateurs centrés sur des facteurs territoriaux spécifiques influant sur la compétitivité, tels que les ressources et les accès au marché, l'immobilier, les transports et les autres infrastructures.
- **Capital humain.** Des indicateurs centrés sur les caractéristiques clés de la population et de la main d'œuvre locales, y compris la situation de l'emploi et les niveaux d'éducation, facteurs de plus en plus décisifs en matière de compétitivité locale.
- Institutions. Des indicateurs centrés sur le suivi de facteurs de compétitivité moins concrets, liés à la qualité et l'efficacité des administrations et des institutions informelles. Bien que difficiles à mesurer, les facteurs institutionnels sont de plus en plus pris en compte comme des éléments essentiels définissant le climat des investissements.

Détermination des données nécessaires Guide des indicateurs de DEL

Bien des facteurs peuvent influer sur la compétitivité d'une région métropolitaine et ils peuvent être pris en compte lors de l'élaboration des stratégies de développement économique local (DEL). Ce chapitre présente des listes détaillées d'indicateurs économiques que les professionnels et le personnel politique local peuvent utiliser pour mesurer et encadrer l'évaluation de l'économie locale et les processus de planification stratégique.

Les indicateurs de DEL présentés dans ce chapitre (voir les tableaux 6.1–6.4) sont tirés des travaux réalisés par l'unité DEL de la Banque mondiale et publiés dans le *Local Economic Development Primer* (Swinburn et al. 2004) disponibles sur le site Internet DEL de la Banque mondiale (voir www.worldbank.org/urban). Les tableaux s'inspirent également des travaux sur la compétitivité urbaine dans les régions urbanisées des pays en développement (*Urban Competitiveness Assessment in Developing Country Urban Regions : The Road Forward*, Webster and Muller, 2000) commandités par Cities Alliance. Des informations complémentaires ont été ajoutées par l'équipe de rédaction.

Pour simplifier le processus de sélection des indicateurs DEL adéquats, chaque indicateur est validé en fonction des critères décrits dans les notes du tableau 3.1 (voir p. 34).

Les classements présentés dans les tableaux 6.1–6.4 partent du principe qu'il existe au niveau de la région (au minimum) des données de qualité acceptable sur les indicateurs économiques de base (tels qu'emploi et nombre d'entreprises formelles).

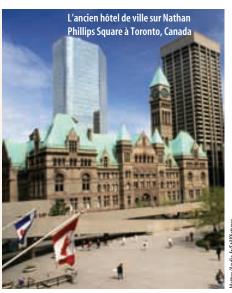
Quelles sont les données permettant aux villes de comprendre leur structure économique ?

Il existe un vaste éventail d'indicateurs pouvant être utilisés pour évaluer la structure économique d'une ville. Ces indicateurs de DEL sont généralement établis à partir de données quantitatives pouvant

L'estimation des données relatives à la ville — TORONTO (Canada)

L'un des premiers défis qui se pose à un grand nombre de villes collectant des données sur l'économie locale provient du manque de données économiques, en particulier sur le produit intérieur brut (PIB) et la valeur ajoutée brute (VAB) de la ville. Au Canada, l'agence nationale de statistiques, Stats-Canada, ne fournit pas des informations sur le PIB au niveau des sous-provinces. Ce qui contraint la ville de Toronto à réaliser par elle-même la modélisation de ses données.

Comme la structure économique de Toronto diffère largement de celle des autres villes de la province et que son économie dépend fortement des migrations quotidiennes de ses employés, une simple analyse proportionnelle fondée sur le recensement et les enquêtes sur la main d'œuvre serait insuffisante. Toronto se voit donc contrainte d'entreprendre chaque année sa propre enquête locale sur l'emploi, une analyse fondée sur les entreprises qui recueille des données détaillées sur l'emploi (et sa répartition sectorielle et spatiale). Toronto réussit à mettre en place une analyse sectorielle du PIB au niveau de la ville en combinant ces données à celles de StatsCanada.



être obtenues auprès de sources statistiques formelles ; bureaux nationaux ou locaux de statistiques, par exemple. Lorsqu'il n'existe pas de données au niveau de désagrégation souhaité (au niveau de la ville par exemple) ou lorsque les données sont impossibles à obtenir par le biais des sources statistiques existantes, les villes peuvent être contraintes de recueillir leurs propres données. Les enquêtes sur les structures industrielles représentent souvent une bonne solution. Dans certains cas, il sera possible d'estimer ou de « modéliser » les données manquantes (voir l'étude de cas consacrée à Toronto).

La liste des indicateurs de DEL du tableau 6.1 peut aider à comprendre la structure économique d'une ville, bien qu'il faille réaliser un certain nombre de compromis lors de la sélection des indicateurs de DEL (voir le chapitre 2). Le classement de chaque indicateur s'appuie sur les contraintes de ressources, le besoin d'expertise analytique et le degré d'utilisation des indicateurs dans les stratégies urbaines.

Comprendre les structures économiques de l'économie informelle

L'économie informelle joue un rôle prépondérant dans l'activité économique de beaucoup de villes. En réalité dans bien des villes des pays en développement la majorité des opportunités d'emplois se trouve dans l'économie informelle. Et pourtant

bien souvent, on ne sait que peu de choses en termes de taille et de performance sur ce secteur important. La nature même des entreprises de l'économie informelle — généralement mobiles et transitoires et cherchant à échapper à toute détection des pouvoirs publics — rend difficile la collecte de données.

Quelques villes ont mis au point des approches innovantes de collecte de données structurelles détaillées sur l'économie informelle. Les exemples qui suivent montrent comment l'économie informelle a été évaluée dans trois villes d'Afrique pour obtenir un panorama complet de leurs structures économiques.

Karu (Nigéria). Compte tenu du petit nombre d'entreprises ayant pignon sur rue et immatriculées à Karu, il était fondamental de recueillir des données sur le secteur informel pour comprendre l'économie locale. Karu a donc mené de front l'évaluation des structures économiques de son secteur informel et celle des activités du secteur formel. Toutefois, dans la mesure où Karu ne disposait d'aucune immatriculation des établissements du secteur informel ni d'enregistrement de la population économiquement active, les données sur les entreprises du secteur informel ont du être rassemblées en effectuant une étude du secteur informel (voir Enquêtes sur le secteur informel page 64 pour plus d'informations sur cet outil). L'enquête a couvert divers thèmes y compris la taille et la répartition sectorielle des entreprises, le profil du proprié-

TABLEAU 6.1 Guide de référence synthétique des indicateurs DEL sur la structure économique				
Principales catégories à piloter	Indicateurs	Contraintes de ressources	Expertise analytique	Fréquence d'utilisation
Dimension de l'économie	 PIB régional ou de la ville (y compris PIBR et PCG), dans le temps, (ensemble et par habitant) 	\$\$a	* *	**
	■ Taux d'emploi total	\$	•	***
Structure sectorielle et spécialisation	 Part de PIB par secteur (production et emploi) Par rapport à la structure nationale Variations dans le temps 	\$\$	11	**
	 Pourcentage d'emplois offerts par des entreprises locales par rapport à des entreprises IDE Pourcentage d'emplois offerts par le secteur public par rapport au secteur privé 	\$\$	•	**
Exportations	 Pourcentage d'entreprises exportatrices (ensemble, par secteur, par taille d'entreprise) Pourcentage de production exporté Principaux marchés à l'exportation 	\$\$	•	**
Relations entre les entreprises	 Part des ventes à l'industrie locale sous forme de biens/services/capital intermédiaires Total de l'utilisation des produits intermédiaires comme part de la valeur de production et proportion produite dans la région 	\$\$\$	++	*
	Existence de grappes (clusters) industrielles ^b	\$\$	† †	**
Structure des entreprises	Nombre total d'entreprises (par secteur et dans la durée)	\$	•	***
entreprises	 Nombre d'entreprises par taille d'établissement (par production et emplois) et par secteur 	\$\$	•	**
	 Profils des principales sociétés de la zone (par production et emplois) basés sur, secteur, exportations et liens avec d'autres entreprises dans/hors région 	\$	•	**
Productivité	 Mesures de la productivité économique régionale ou urbaine (ensemble et par secteur) Productivité totale des facteurs Productivité de la main d'œuvre Productivité du capital 	\$\$\$	+++	*
Investissements	 Niveaux de formation de capital fixe (FBCF) (ensemble et par secteur) Part des sources nationales par rapport aux IDE 	\$\$\$	++	*
	 Chiffre total et taille (valeur, emplois) des investissements étrangers Par taille d'entreprises et par secteur 	\$\$	+	**

TABLEAU 6.1 Guide de référence synthétique des indicateurs DEL sur la structure économique (suite)				
Principales catégories à piloter	Indicateurs	Contraintes de ressources	Expertise analytique	Fréquence d'utilisation
Investissements (suite)	Part des sources nationales par rapport aux IDE	\$\$	•	*
(June)	Investissement des travailleurs migrants	\$	•	*
	 Information qualitative sur les investissement et désinvestissements étrangers Coût public (y compris incitations) Nature de l'activité Raisons d'investir Liens avec l'économie locale 	\$	ŧ	*
Innovation	 Dépenses de recherche et développement (ensemble et par secteur) Par habitant et en pourcentage du PIBR Par source (ressources publiques par rapport à privées) 	\$\$	++	*
	 Proportion d'entreprises ayant des activités de recherche et développe- ment dans la région 	\$\$	•	**
	Niveau de dépôts de brevets (ensemble et par secteur)	\$\$	•	*
Esprit d'entreprise	Nombre de création d'entreprises (par taille, secteur)	\$\$	ŧ	**
	 Taux net de créations d'entreprises (taux de création moins taux de cessation) 	\$\$	* *	*
Économie informelle	 Taille de l'économie informelle (ensemble et par grand secteur — primaire, secondaire, tertiaire) Emploi (ensemble et pourcentage d'emplois non agricoles) Production (pourcentage du PIBR et pourcentage du PIBR non agricole) Nombre total d'entreprises réparties par tailles (individuelle, moins de et plus de 10 employés) 	\$\$	11	**
	 Accès au crédit (pourcentage de crédit provenant de sources formelles par rapport à informelles) 	\$\$	•	*
	 Liens avec le secteur formel Droit public, principes directeurs et initiatives relatives au secteur informel Liens en amont et en aval avec les entreprises du secteur formel 	\$\$	111	*

TABLEAU 6.1 Guide de référence synthétique des indicateurs DEL sur la structure économique (suite et fin)

Notes: IDE, investissements directs étrangers; PIB, produit intérieur brut; FBCF, Formation brute de capital fixe; PGB, Produit géographique brut; PIBR, produit intérieur brut régional; R&D, recherche et développement. Voir les explications des symboles au bas du tableau 3.1, p. 34. Voir aussi les deux menus d'indicateurs de DEL dans le chapitre 2. Les menus des tableaux 2.1 et 2.2 donnent des conseils pour choisir les indicateurs de DEL en fonction des disponibilités de ressources des villes.

a. Les taux de PIB sont généralement disponibles au niveau des régions mais plus rarement au niveau des villes. L'utilisation du PIB dans les évaluations des économies locales va donc dépendre de l'écart de taille et de structure existant entre l'économie régionale et celle de la ville. La collecte des données permettant de calculer le PIB consomme des ressources relativement importantes si les données n'existent pas déjà.

b. Le niveau de ressources et le degré de spécialisation de l'aide requise pour cet indicateur dépendent surtout de la méthode de mesure des clusters existants utilisée. Elle peut être plus ou moins complexe avec des données qui peuvent (ou ne peuvent pas) être obtenues auprès d'un bureau de statistiques national ou régional. Pour plus d'informations sur la cartographie des clusters, voir le chapitre 8 du Guide pratique.

taire, les sources de capital d'amorçage, les motifs d'installation à Karu et une estimation des revenus quotidiens. L'enquête a été présentée à près de 500 entreprises du secteur informel. Munie de ces données, Karu a constaté que les entreprises du secteur informel représentaient plus de 90 % des emplois offerts sur le marché local. Sur ces bases, Karu a décidé que non seulement la stratégie de DEL devrait s'attacher à résoudre les problèmes rencontrés par les entrepreneurs du secteur informel, mais que ceux-ci, puisqu'ils représentaient un groupe d'acteurs locaux particulièrement important, devaient être associés à la formulation de la stratégie.

Pour plus d'informations sur l'enquête auprès du secteur informel dans la ville de Karu, voir : http://www.citiesalliance.org/cdsdb.nsf/47b563a0f7b269548525683b006ae379/f7e750a1ac51dba686256cec00787867!OpenDocument.

Bobo-Dioulasso (Burkina Faso). Compte tenu de l'importance de l'économie informelle à Bobo-Dioulasso une attention particulière a été accordée à la collecte d'informations sur l'économie informelle. Des enquêtes utilisant la technique du panel, c'est à dire par sélection et suivi dans le temps d'un échantillon d'entreprises informelles et de ménages, ont été réalisées. Bien que cette procédure présente des avantages considérables par rapport aux enquêtes instantanées et qu'elle offre une image dynamique de l'économie formelle, des problèmes ont surgi dus à la disparition de certaines des entreprises suivies à l'origine de l'enquête, aux difficultés d'y incorporer les entreprises naissantes et à la lassitude des « sondés ». Les informations résultant des enquêtes sur l'économie informelle ont été ensuite comparées à celles résultant des interviews et de la participation des acteurs locaux.

Durban (Afrique du Sud). Durban s'est intéressée au rôle de l'économie informelle comme agent potentiel de compé-

titivité dans certains secteurs de son économie. Pour comprendre comment développer la productivité de son économie informelle, Durban a lancé une série d'enquêtes sur ses structures, ses tendances et ses besoins de développement économiques. Des informations essentielles sur le secteur ont été rassemblées permettant la formulation d'une politique urbaine de l'économie informelle. Elles ont facilité la mise en place de meilleures prestations de services et infrastructures au service de la compétitivité du secteur.

L'évaluation 2006 du secteur informel de Durban peut être consultée sur le site http://sds.ukzn.ac.za/default.php? 7,6,154,4,0.

Quelles sont les données permettant aux villes d'identifier leurs atouts locaux ?

Une bonne partie des efforts d'une ville consacrés au traitement des données requises par l'évaluation des indicateurs de DEL nécessiteront sans doute des recherches complémentaires et une analyse de données statistiques qualitatives. Il existe différents types de sources de données — statistiques publiques, rapports des prestataires de services d'utilité publique et de transport locaux et nationaux, rapports des régulateurs, médias nationaux et locaux, etc. Ces données sont généralement directement disponibles. Si cela n'est pas le cas, les planificateurs urbains peuvent mettre en place une démarche participative rassemblant les acteurs locaux compétents pour faire un brainstorming sur le thème des atouts locaux.

Le tableau 6.2 propose des séries d'indicateurs de DEL pouvant utilement aider à comprendre les atouts spécifiques d'une ville. Il donne des indications pratiques sur leurs contraintes en termes de ressources, le besoins d'expertise

TABLEAU 6.2 Guide de référence synthétique des indicateurs DEL sur les atouts locaux				
Principales catégories à piloter	Indicateurs	Contraintes de ressources	Expertise analytique	Fréquence d'utilisation
Ressources naturelles	 Production du secteur primaire, emploi et niveau des exportations (par habitant et en pourcentage du PIBR) 	\$	+	*
	 Emploi, production, niveaux des exportations des principales industries intensives en ressources naturelles a 	\$\$	++	*
	 Stocks/capacités en ressources naturelles clés (actuels et évolution dans le temps) 	\$\$	+	*
Implantation et accès au marché	 Ampleur et zone d'influence d'ensemble du marché local et de la zone d'attraction accessible (définie par un rayon de x km). Taille du marché total (PIBR, population) Densité de population Niveaux moyens de revenus (ensemble, disponible) et répartition des revenus 	\$\$	++	*
	Distance et durée des trajets vers les régions/marchés urbains clés dans le pays et vers les marchés à l'exportation clés	\$	ŧ	**
Infrastructures — transports	 Ampleur et couverture des infrastructures de transport (actuelles et évolution dans le temps) (note: les indicateurs ne s'appliquent pas partout) Routes: linéaire du réseau routier, total en km, km d'autoroutes, nombre de passagers/trajets effectués, temps moyen de transport entre destinations clés Rail: linéaire total du réseau de voies ferrées en km, km de lignes principales, nombre de passagers/trajets effectués; temps moyen de transport entre destinations clés; taille et âge moyen du matériel roulant, pourcentage d'arrivées à l'heure prévue Ports: nombre de mouillages, capacité, nombre d'arrivées/départs, temps moyen de dédouanement, correspondances et durée des trajets vers les destinations clés Aéroports: Nombre de créneaux horaires, capacité de l'espace aérien, nombre d'arrivées/départs, correspondances vers destinations clés, nombre de passagers transportés, et volume de fret transporté 	\$\$	•	**
	 Inventaire et profil des principales infrastructures de transport 	\$	+	*
	 Qualité des infrastructures de transport (ensemble et par mode de transport) 	\$\$	+	*
	Durée moyenne des trajets des employés vers leurs lieux de travail	\$\$	+	*
Infrastructures — immobilier	 Disponibilité et qualité du foncier et de l'immobilier (par type : y com- pris industrie, commerce, commerce de détail, R&D, et par taille) 	\$	+	**

TABLEAU 6.2 Guide de référence synthétique des indicateurs DEL sur les atouts locaux (suite)				
Principales catégories à piloter	Indicateurs	Contraintes de ressources	Expertise analytique	Fréquence d'utilisation
Infrastructures — immobilier (<i>suite</i>)	 Existence de zones industrielles Capacité d'accueil et locaux vacants Âge moyen de l'immobilier Niveau qualitatif moyen (A+, A, etc.) 	\$	+	*
	 Coût du foncier et de l'immobilier (actuel et évolution dans le temps) Prix à l'achat ou à la location Coûts de construction 	\$	•	**
	 Qualité et coût du stock de logements Répartition selon valeur du stock de logements Prix moyens et niveau de dépenses acceptable (évolution dans le temps) 	\$	+	*
Infrastructures — services d'utilité publique	 Coûts des services aux entreprises : électricité, eau, évacuation des eaux usées, collecte des déchets solides) Coût de branchement Tarification d'usage moyenne 	\$	•	*
	 Qualité des services aux entreprises : électricité, eau, évacuation des eaux usées, collecte des déchets solides Disponibilité des raccordements (part des entreprises desservies) Durée moyenne d'attente d'un branchement Fiabilité du service (nombre moyen et durée des pannes/arrêts de travail) 	\$	+	*
	 Coût des services aux entreprises : télécommunications Ligne fixe : coût du branchement, coût de la communication aux heures de pointe pour un appel local de 10 mn et pour un appel international de 10 mn Téléphone portable : coût du branchement, coût de la communication aux heures de pointe pour un appel local de 10 mn Large bande passante : coût du branchement, coût moyen mensuel en haut débit (512 Mo) 	\$	ŧ	*
	 Qualité des services aux entreprises : télécommunications Ligne fixe : pourcentage des entreprises raccordées, temps d'attente moyen pour le branchement de la ligne, temps moyen de non fonctionnement (ou pourcentage d'appels perdus) Téléphone portable : pourcentage d'entreprises ayant accès à ce service, zones de couverture, temps moyen de non fonctionnement (ou pourcentage d'appels perdus) Large bande passante : pourcentage d'entreprises ayant accès à ce service, temps d'attente moyen pour le branchement, temps moyen de non fonctionnement (y compris nombre d'heures par mois) 	\$	†	*

TABLEAU 6.	TABLEAU 6.2 Guide de référence synthétique des indicateurs DEL sur les atouts locaux (suite et fin)				
Principales catégories à piloter	Indicateurs	Contraintes de ressources	Expertise analytique	Fréquence d'utilisation	
Infrastructures — services d'utilité publique (suite)	 Coût et qualité des services locaux offerts aux particuliers : électricité, eau, évacuation des eaux usées, collecte des déchets solides et télécommunications) Proportion des ménages raccordés Coût mensuel moyen (en part des revenus) 	\$\$	ŧ	* *	
Infrastructures — ressources financières	 Disponibilité locale de financement des entreprises Nombre de succursales de banques (par habitant) Part de crédit provenant de sources formelles/informelles Disponibilité de capital-risque (nombre de fonds opérant dans la région et valeur des fonds) Disponibilité de microfinancement (nombre de programmes fonctionnant dans la région et valeur des prêts) 	\$\$	t	*	
Infrastructures — éducation	 Infrastructures d'éducation primaire et secondaire Nombre d'écoles Dépenses publiques par habitant ou par élève Effectif moyen des classes 	\$	ŧ	**	
	 Infrastructures d'enseignement universitaire Établissements universitaires et de formation permanente et centres de recherches, par type 	\$	t	***	
Infrastructures culturelles, équipements collectifs et qualité de vie	 Équipements culturels (y compris cinémas, théâtres, music halls, équipements sportifs et bibliothèques) Inventaire des avoirs Niveau par habitant Niveaux de participation/utilisation dans la population locale 	\$	t	٠	
	Sécurité, santé et bien-être (voir le tableau 6.3)	\$\$	ŧ	*	
	 Structure locale des coûts Les logements sont-ils abordables ? Coût de la vie Fiscalité (y compris des entreprises, particuliers et foncier/immoblier) 	\$	ŧ	*	
	Perception de la qualité de vie	\$\$	† †	**	
lmage de la ville	 Perception de la ville dans les médias et chez les investisseurs et employés potentiels 	\$\$	t	*	

Note: PIBR, produit intérieur brut régional; Mo, mégaoctets par seconde; R&D, recherche et développement. Voir les explications des symboles au bas du tableau 3.1, p. 34. Pour plus de renseignements sur les indicateurs de DEL, voir les menus d'indicateurs de DEL au chapitre 2. Les menus des tableaux 2.1 et 2.2 donnent des conseils pour choisir les indicateurs de DEL en fonction des disponibilités de ressources des villes.

a. Cet indicateur et ceux figurant dans la rubrique « ressources naturelles » ne sont importants à surveiller qu'au cas où une ressource naturelle particulière représente un moteur clé de l'économie locale (pétrole, minerais, une culture spécifique, pêcheries, foresterie, etc.).

Indicateurs relatifs aux atouts locaux : L'évaluation de la qualité de vie — POZNAN (Pologne)

La municipalité de Poznań a lancé un programme d'indicateurs relatifs à la qualité de vie faisant partie d'un programme plus large d'intensification des contacts et d'établissement d'un système efficace de communication entre les autorités locales et les habitants de la ville pour mieux comprendre les conditions de vie locales. Le programme cherche à renforcer la participation des résidants en leur permettant de faire part de leurs points de vue, il évalue d'importants aspects de la vie urbaine et notamment les performances des autorités locales. Il offre aussi aux communautés locales une plateforme pour faire entendre leurs voix sur certaines questions d'ordre public, en particulier celles concernant les conditions de vie et leur vie quotidienne.

L'enquête sur la Qualité de vie de Poznań repose sur deux analyses distinctes. L'une d'entre elles vise à bien comprendre les conditions de vie en se référant à des indicateurs objectifs représentatifs de l'état réel de la ville (nombre de vols, cambriolages et arrestations de délinquants, par exemple). L'autre compare des indicateurs subjectifs construits à partir d'attitudes et d'opinions recueillies auprès des résidants (le sentiment de sûreté des individus dans les rues). Les données statistiques composant les indicateurs objectifs sont collectées pendant chaque évaluation annuelle tandis que les données déterminant les indicateurs subjectifs sont recueillies par voie de questionnaire.

Les informations essentielles étayant les décisions à prendre sont disponibles sous la forme d'un petit nombre d'indicateurs synthétiques, normalisés et clairs. Le programme a un effet stimulant sur la communication avec les résidants, il aide à construire des programmes mariant les indicateurs objectifs au programme de relations publiques de la ville, ce qui se répercute sur l'image de la ville dans les médias locaux..

L'enquête évalue un certain nombre de « domaines de vie urbaine » choisis à la suite de travaux de recherche sur dossiers, de consultations d'experts, de recherches qualitatives (basées sur les résultats de groupes de discussion et quantitatives (interviews à partir de questionnaires) en relation avec les habitants de la ville. Ces domaines comprennent :

- La vie publique (y compris une évaluation des principales organisations de la société civile et leur nombre d'adhérents)
- Le bien-être
- Les conditions de logement, les quartiers
- La ville, l'espace et les infrastructures
- L'engagement et la prise de conscience civiques
- La santé et les établissements de santé

- La sécurité sociale et les zones de pauvreté
- La criminalité et la perception de la sécurité individuelle
- Les loisirs
- L'environnement
- Le travail et l'emploi
- L'éducation
- La population

Cette recherche est menée par le Centre de la qualité de vie de l'Institut de sociologie de l'université Adam Mickiewicz de Poznań. Ce centre de recherche a été créé en partenariat avec la mairie de Poznań.

Pour plus de renseignements sur le programme d'indicateurs de la qualité de vie de Poznań, voir : http://www.city.poznan.pl/mim/strony/s8a/pages.html?id=843&instance=1017&lang=en&lhs=cbjz.

Conseils pratiques

De nombreux administrateurs de zones urbaines considèrent que le capital humain est un facteur déterminant de compétitivité locale. Pour pouvoir comparer leurs performances à celles d'autres villes du pays (ou de l'étranger), des villes ont commencé à réaliser des analyses comparatives relatives à certains aspects de leur capital humain, notamment niveaux de chômage, revenus, compétences ou niveaux d'études. Les définitions de ces indicateurs de capital humain peuvent cependant varier sensiblement selon le contexte national. Il convient donc d'être attentif à ne faire que des comparaisons d'éléments véritablement comparables.

analytique et leur fréquence d'utilisation dans les stratégies urbaines.

Quelles sont les données permettant aux villes de mesurer leur capital humain ?

Divers ensembles d'indicateurs de DEL peuvent être utilisés pour évaluer le capital humain dont dispose une ville. Un grand nombre de ces indicateurs proviennent de données quantitatives tirées de sources statistiques formelles (des bureaux de statistiques locaux ou nationaux, par exemple).

Le tableau 6.3 présente une liste d'indicateurs de DEL pouvant aider à cerner le capital humain d'une ville et donne des indications sur les contraintes de ressources qu'ils impliquent, le besoin d'expérience analytique et leur fréquence d'utilisation dans les stratégies urbaines.

TABLEAU 6.3 Guide de référence synthétique des indicateurs DEL sur le capital humain				
Principales catégories à piloter	Indicateurs	Contraintes de ressources	Expertise analytique	Fréquence d'utilisation
Démographie	 Niveaux et répartition de la population (actuels et évolution dans le temps) par : Âge Sexe Répartition spatiale (niveaux de densité sous-régionaux, notamment urbains, périurbains et ruraux) Race/ethnie (le cas échéant) Nombre et répartition des ménages 	\$	ŧ	***
	 Niveaux d'émigration et d'immigration (actuels et évolution dans le temps) par : Âge Sexe Répartition spatiale (niveaux de densité sous-régionaux, notamment urbains, périurbains et ruraux) Race/ethnie (le cas échéant) Niveaux d'études 	\$\$	†	**
	 Bien-être personnel et social (actuel et évolution dans le temps) ^a: Espérance de vie à la naissance Taux de mortalité Taux de nuptialité et de divorce Taux de criminalité (nombre de crimes pour 1000) Taux des principales maladies 	\$\$	+	*
Emploi et revenus	 Niveaux de l'emploi (actuels et évolution dans le temps) par secteur et/ou type de profession (spécialistes, techniciens, ouvriers spécialisés, etc.) Total par niveau Part de l'emploi total 	\$	•	***
	 Participation de la main d'œuvre, pourcentage emploi et chômage (actuels et évolution dans le temps) par : Âge Sexe 	\$\$	•	***

TABLEAU 6.	TABLEAU 6.3 Guide de référence synthétique des indicateurs DEL sur le capital humain (suite et fin)				
Principales catégories à piloter	Indicateurs	Contraintes de ressources	Expertise analytique	Fréquence d'utilisation	
Emploi et revenus (suite)	Race/ethnieSecteur et/ou type de professionRépartition spatiale	\$\$	+	***	
	 Nature/structure de l'emploi (actuelle et évolution dans le temps) par âge, sexe, race, etc. (comme ci-dessus) Pourcentage de revenus salariés par rapport aux revenus indépendants (employés de maison ou exploitations agricoles de subsistance, par exemple) Pourcentage emplois plein temps / temps partiel / saisonnier Répartition spatiale 	\$\$	† †	**	
	 Nature/structure du chômage (actuelle et évolution dans le temps) par âge, sexe, race, etc. (comme ci-dessus) Durée moyenne Pourcentage de longue durée Pourcentage ayant abandonné la recherche d'emploi Répartition spatiale 	\$\$	† †	**	
	 Niveaux des rémunérations (actuels et évolution dans le temps) Revenus hebdomadaires ou mensuels moyens par âge, sexe, race/ethnie, éducation/compétences (par secteur) Rémunérations moyennes (économie formelle par rapport à informelle) 	\$\$	+	**	
Éducation et compétences	 Niveaux d'études atteints (actuels et évolution dans le temps) Niveau atteint (nombre et pourcentage de la population et de la main d'œuvre : primaire, secondaire, baccalauréat, diplôme technique, université) Diplômés universitaires par spécialisation (technique/ingénieur par rapport à commerce, professions libérales, autres) Taux de scolarisation actuels 	\$\$	•	***	
	 Programme de formation sur le tas et d'apprentissage Pourcentage d'entreprises en proposant Pourcentage de main d'œuvre y participant 	\$\$	ŧ	*	

Note: Voir les explications des symboles au bas du tableau 3.1, p. 34. Pour plus de renseignements sur les indicateurs de DEL, voir les menus d'indicateurs de DEL au chapitre 2. Les menus des tableaux 2.1 et 2.2 donnent des conseils pour choisir les indicateurs de DEL en fonction des disponibilités de ressources des villes (abondantes ou restreintes). a. Même si ces questions n'ont pas de liens directs avec l'économie locale, elles ont des impacts conséquents sur la productivité du travail et la qualité de vie.



Les indicateurs du capital humain : faire face aux besoins de compétences de l'industrie du savoir — COPENHAGUE (Danemark)

L'un des objectifs stratégiques clés de Copenhague est de devenir un centre d'accueil d'envergure internationale d'industries à forte intensité de connaissances et de recherche. C'est pourquoi la disponibilité d'employés hautement qualifiés représente un enjeu essentiel de performance pour ce secteur. Les responsables de la planification de Copenhague souhaitaient mesurer le degré d'adéquation du marché de l'emploi à la demande de qualifications particulières. Ils se sont appuyés sur trois indicateurs :

• La demande de main d'œuvre par domaine de compétences. Pour pouvoir mesurer la demande de main d'œuvre par domaine de compétences, ils ont mesuré la progression en pourcentage du nombre d'employés vivant dans la région métropolitaine entre 1993 et 2001, par niveau de compétences (non scolarisé, école technique, baccalauréat, licence ou maîtrise/doctorat).

 Domaines où les compétences sont actuellement insuffisantes. Ils ont aussi analysé les secteurs formant des « goulets d'étranglement » (définis comme la demande de main d'œuvre à durée indéterminée où les emplois à compétences spécifiques ne peuvent pas être pourvus en piochant dans la main d'œuvre existante disponible). Ces listes de goulets d'étranglement sont publiées chaque trimestre par les agences locales de l'emploi.

Les manques de main d'œuvre futurs. Pour pouvoir estimer les manques de main d'œuvre futurs, ils ont mesuré la croissance en pourcentage des employés vivant dans la région métropolitaine entre 1993 et 2001 (composition par âge et structure par âge des travailleurs hautement qualifiés, par secteur industriel).

En analysant ces trois indicateurs, les planificateurs urbains de
Copenhague se sont rendus compte que la demande d'employés très
diplômés progressait rapidement — plus vite que l'offre de main
d'œuvre dans certains cas — et qu'à moyen et long termes, la proportion
croissante de jeunes inscrits à l'université ne semblait pas suffire pour compenser
le déficit de main d'œuvre hautement qualifiée dû au vieillissement de la population.



Quelles sont les données permettant aux villes d'évaluer leurs institutions locales ?

Les données nécessaires à l'évaluation de la solidité des institutions locales ne figurent généralement pas dans les statistiques publiées. Cet ensemble d'indicateurs de DEL

repose sur des données qualitatives que la ville devra recueillir par des méthodes de recherche primaire (Tableau 6.4). Un grand nombre de villes optent pour une étude auprès des entreprises locales et des investisseurs étrangers potentiels du climat de l'investissement (ECI) pour établir ces données.

Conseils pratiques

Les données des indicateurs sur les institutions locales sont souvent difficiles à obtenir et à utiliser. Il convient donc d'être sélectif au moment de décider quelles données devront être recueillies. Le temps et les ressources exigés par la collecte des données lors des études des institutions locales ne se justifient que dans les cas où la qualité des institutions représente un facteur déterminant de compétitivité de la ville. Pour savoir ce qu'il en est il faut évaluer les performances nationales en se fondant sur un rapport sur le climat des investissements ou sur un indice de transparence . Si l'évaluation démontre qu'un manque de transparence de la gouvernance ou des difficultés dans l'environnement des affaires gênent l'investissement et freinent la croissance au niveau national, il y aura de fortes chances de rencontrer des problèmes similaires au niveau des collectivités locales. Dans ce type de situation, une évaluation directe des institutions locales peut s'avérer particulièrement justifiée.

Les sources suivantes donnent des informations sur des méthodes d'enquête sur le climat des investissements fréquemment utilisées :

- Le site Internet de Transparence internationale propose des liens vers des enquêtes nationales sur le climat des investissements: http://ww1,transparency.org/.
- L'enquête The Business Environment Survey a été réalisée dans 30 pays du Commonwealth par le Commonwealth Business Council depuis 1999; pour plus d'information, voir : http:// 83.138.147.49/cbcglobal/index.htm.
- L'Enquête sur le climat des investissements et la productivité de la Banque mondiale a été réalisée dans plus de 30 pays en développement et en transition depuis 2002 : pour plus d'information, voir : http://rru.worldbank.org/EnterpriseSurveys/ICAs. aspx.

TABLEAU 6.4 Guide de référence synthétique des indicateurs DEL sur les institutions locales				
Principales catégories à piloter	Indicateurs	Contraintes de ressources	Expertise analytique	Fréquence d'utilisation
Gouvernance — état de droit	Degré de confiance dans le système judiciaire	\$\$	++	*
etat de divit	 Taux de criminalité, vol et désordres (niveau de criminalité pour 1000 habitants, incidence de troubles sociaux majeurs) 	\$	ŧ	*
	 Coûts de sécurité et de protection (dépenses en sécurité publique, dépenses de l'industrie de la sécurité) 	\$\$	++	*
Gouvernance — transparence et responsabilité	 Perception des acteurs locaux relatives à Fiabilité de l'interprétation des textes juridiques par les autorités publiques Incertitudes sur la politique économique et le cadre réglementaire 	\$\$	++	*
	Perception des niveaux de corruption dans l'administration et le milieu des affaires	\$\$	++	*
	Perception d'une présence de comportements anticoncurrentiels	\$\$	++	*
	 Disponibilité publique de l'information sur l'administration Principes directeurs Budgets 	\$	t	*

TABLEAU 6.	TABLEAU 6.4 Guide de référence synthétique des indicateurs DEL sur les institutions locales (suite et fin)				
Principales catégories à piloter	Indicateurs	Contraintes de ressources	Expertise analytique	Fréquence d'utilisation	
Environnement local propice aux affaires	 Existence d'institutions clés de développement économique local : Autorité/service du développement économique Agence de promotion des investissements/de développement industriel Autres 	\$	+	*	
	 Durée (jours) et ressources (pourcentage des gains annuels) consacrés à : Enregistrement fiscal et administration Enregistrement d'une nouvelle entreprise Enregistrement d'une propriété immobilière Embauche d'un nouvel employé Autres 	\$\$	† †	*	
	 Taille du budget total de la ville (actuelle et évolution dans le temps) Ventilation par principaux postes budgétaires Ventilation par sources principales de fonds (pourcentage d'impôts locaux par rapport aux transferts nationaux ou régionaux ou aux fonds des bailleurs) 	\$	•	**	
	 Existence d'un guichet unique pour les investisseurs Disponibilité et qualité de l'information sur l'économie locale 	\$	•	*	
	Perception de l'efficacité des administrations	\$\$	++	*	
Institutions représentatives	 Nombre et niveaux d'adhésion des membres (total et pourcentage de la population concernée) dans les institutions représentatives (actuel et évolution dans le temps) Chambres de commerce et autres organisations du monde des affaires Syndicats et autres organisations professionnelles Organisations représentatives des acteurs de l'économie informelle Autres organisations clés de la société civile 	\$	t	*	
Confiance, coopération et certitude	 Confiance accordée aux institutions clés (gouvernement, administrations, police, système judiciaire, etc.) 	\$\$	++	*	
certitude	Perception du degré de coopération entre les entreprises	\$\$	++	*	
Systèmes redistributifs	 Répartition des niveaux de revenus par race/ethnie Pourcentage des dépenses publiques consacrées aux transferts sociaux 	\$\$	t	*	
Capacité intrinsèque de résolution des problèmes	 Incidence de grèves et fermetures (nombre de journées de travail perdues) 	\$\$	+	*	

Notes: Voir les explications des symboles au bas du tableau 3.1, p. 34. Pour plus de renseignements sur les indicateurs de DEL, voir les menus d'indicateurs de DEL au chapitre 2. Les menus des tableaux 2.1 et 2.2 donnent des conseils pour choisir les indicateurs de DEL en fonction des disponibilités de ressources des villes (abondantes ou restreintes).

Étude de la corruption — MEDELLÍN (Colombie)

L'analyse des indicateurs institutionnels joue un rôle essentiel dans l'évaluation de l'économie locale à Medellín. Les administrateurs de la ville pensent que les faibles degrés de transparence et d'efficacité des institutions des collectivités locales ont significativement détérioré la légitimité des collectivités locales et diminué l'attraction en termes d'investissements de la ville.

Les données utilisées dans cette analyse proviennent d'une enquête menée par la Confédération colombienne des chambres de commerce tous les deux ans (depuis 2000) dans de nombreuses villes du pays. Une centaine d'entreprises de Medellín y participent. On leur demande de noter : 1) le degré de transparence, corruption et comportement anticoncurrentiels dans les processus de passation des marchés publics ; 2) l'ef-

ficacité des mesures existantes de lutte contre la corruption ; et 3) l'efficacité des administrations publiques et la confiance qui peut leur être accordée.

Les données recueillies par ces enquêtes constituent des ressources considérées comme utiles; des comparaisons avec d'autres villes sont possibles, les tendances sont mesurées dans la durée et les indicateurs peuvent être analysés pour mieux cibler les mesures anti-corruption.

Pour plus de renseignements sur l'étude sur la corruption de Medellín, voir : http://www.probidad.org.co/ (documents en espagnol).

